Le Soir
PANORAMA

A FONDS PERDUS

Fukuyama et nous (suite et fin)

La science physique n'est pas le seul moteur de l'Histoire.

Fukuyama refuse de se laisser prendre à la tentation du déterminisme économique pour expliquer son évolution de l'Histoire : «Une explication économique de l'Histoire nous amène aux portes de la «terre promise» – la démocratie libérale – mais elle ne nous permet pas de les franchir.» Mieux encore, à y regarder de plus près, «nous découvrons que la démocratie n'est presque jamais choisie pour des raisons économiques».

Ce paramètre psychologique est, par ailleurs, conforté par l'explication non matérialiste de l'Histoire proposée par Hegel, plus particulièrement sa «lutte pour la reconnaissance».

Sciences physiques modernes et «lutte pour la reconnaissance» seraient donc les nouveaux moteurs de l'Histoire.

Les sciences physiques modernes fournissent l'explication économique au sens de l'Histoire. Elles appuient d'abord la thèse que libéralisme et démocratie peuvent être séparés. Un pays peut être libéral sans être démocratique, comme l'Angleterre au XVIIIe siècle. Le libéralisme économique n'est autre que la reconnaissance du droit à la liberté des activités et des échanges économiques, fondée sur la propriété privée et les lois du marché. Il n'est donc pas la démocratie.

Inversement, un pays peut être démocratique sans être libéral, comme la République islamique d'Iran : des élections régulières assurent une démocratie d'un certain niveau, sans pour autant protéger les droits des individus et des minorités. L'Algérie risque de s'installer durablement dans une configuration contraire : un libéralisme débridé adossé à un déficit démocratique.

Le modèle général qui paraît émerger et survivre dans l'histoire du monde n'est pas tant la pratique libérale que «l'idée» de libéralisme : «Pour une très large partie du monde, aucune idéologie à prétention universelle n'est actuellement en position de rivaliser avec la démocratie libérale, aucun principe universel de légitimité avec la souveraineté du peuple.»

Il n'y a point d'alternative viable à cette forme-là et «si les gens qui vivent dans les démocraties libérales n'expriment aucun mécontentement radical à propos de leur vie, on peut dire que le dialogue a atteint une conclusion finale et définitive». Leur satisfaction n'est, toutefois, pas qu'économique.

Fukuyama est convaincu que la démocratie libérale est la forme unique d'organisation vers laquelle évoluent ou convergent les sociétés humaines. Si l'humanité elle-même réside dans la capacité de l'homme à refuser ou à surmonter sa nature physique ou animale, sa dignité spécifique réside dans sa capacité à faire «un choix moral libre».

La lutte pour la reconnaissance fournit «le maillon manquant entre l'économie et la politique libérale». Il s'inscrit dans le prolongement de la philosophie politique occidentale qui en fait une partie intégrante de la personnalité humaine. La paternité du concept revient à Platon qui, dans *La République*, affecte trois composantes à chaque être humain : une partie désirante, une partie raisonnante et une partie qu'il dénommait thymos ou esprit de vie.

Le thymos génère une propension à l'estime de soi, au sens de la justice, des valeurs. Ce désir de reconnaissance peut entraîner de la colère (lorsque l'être humain est dévalorisé), de la honte (lorsqu'il n'élève pas sa vie à la hauteur de ce qu'il estime être sa valeur) ou de la fierté (lorsqu'il est évalué correctement) – qui sont les trois moteurs du processus historique tout entier.

Les Algériens connaissent bien ces manifestations du désir de reconnaissance : la fierté d'avoir vaincu le colonialisme, les colères à répétition contre les dérives inégalitaires du pouvoir et, plus près de nous, la honte de s'installer durablement au bas de tous les classements.

A ce titre, on leur reconnaîtra un thymos surdimensionné.

En effet, de ce thymos naît l'aspiration à la démocratie libérale. Il croît proportionnellement aux progrès accomplis pour l'élévation du niveau de vie, le brassage des populations, une meilleure éducation. Cela leur donne une estime de soi qui ne se suffit plus du désir et de la raison et qui les pousse à réclamer des gouvernements démocratiques qui reconnaissent leur autonomie d'individus «libres et égaux en droit».

Partout dans le monde, ce sentiment est venu à bout des Etats autoritaires d'autant plus aisément qu'ils paraissaient profondément illégitimes dans la perception subjective de leurs peuples.

Il est, par ailleurs, la source des vertus nobles telles que la résistance à la tyrannie, ou encore le courage, la générosité et l'amour du bien public. En bout de course, il raisonne le choix de la démocratie libérale.

La reconnaissance de soi ne s'arrête cependant pas à l'expulsion du colonisateur étranger. A l'échelle domestique, locale, l'égalité entre les hommes est mise à rude épreuve par la mégalotyhmia ou désir d'être reconnu comme supérieur aux autres, fondé sur la nationalité ou la race, qui peut se manifester chez un tyran qui envahit et asservit un peuple ou encore, plus simplement, chez un artiste à la libido excessive. Au contraire de la mégalothymia, l'isothymia exprime un désir d'être reconnu comme l'égal de l'autre. Pour Kukuyama, mégalothymia et isothymia seraient les deux manifestations du désir de reconnaissance qui permettent de comprendre la transition historique vers la modernité et la société démocratique dont la pierre de touche est la tolérance.

Le tout nous amène à l'Etat libéral qui se veut rationnel parce qu'il «concilie les exigences rivales de reconnaissance sur la seule base mutuelle potentiellement acceptable» qui est l'identité de l'individu en tant qu'être humain. Cet Etat est par ailleurs universel (parce qu'il accorde de la reconnaissance à tous les citoyens) et homogène (il abolit la distinction maîtres et esclaves).

Cet Etat repose sur une reconnaissance rationnelle universelle qui intègre «la poursuite de l'intérêt personnel bien compris», au sens anglo-saxon de froid calcul, ou «l'accord égal et réciproque entre citoyens pour se reconnaître mutuellement», au sens hégélien d'objectifs moraux et culturels.

Ainsi, l'évolution historique conduit à un Etat libéral, rationnel, universel et homogène reposant sur le pilier double de l'économie et de la reconnaissance.

Néanmoins, nuance l'auteur, le choix de la démocratie est entrepris «pour l'amour de la reconnaissance et non pour celui du désir». Plus simplement, on traduira par : si la démocratie a besoin du marché et du libéralisme économique, le marché peut momentanément se passer de la démocratie. Cependant, et à terme, le développement économique crée certaines conditions qui rendent le choix de la politique démocratique et de la démocratie libérale plus vraisemblable. Cela se produit pour deux raisons : la première tient de ce que «le développement économique montre à l'esclave le concept de maîtrise, «lorsqu'il découvre qu'il peut maîtriser la nature grâce à la technologie,

Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

et se maîtriser aussi bien lui-même par la discipline du travail et de l'éducation» ; la seconde provient de «l'effet puissamment niveleur» du développement économique qui résulte de son besoin d'éducation universelle.

C'est ainsi que reconnaissance rationnelle et désir rationnel se réalisent plus complètement dans la démocratie libérale.

Si les facteurs culturels retrouvent ainsi une fonction motrice, comment peuvent-ils entraver l'instauration de démocraties libérales stables ?

Le premier type d'obstacle tient au degré et au caractère national, ethnique ou racial d'un pays. Le second est en rapport avec la religion. Le troisième est dû à l'existence préalable d'une structure sociale fondamentalement inégalitaire, avec toutes les habitudes de pensée qui en découlent. Un quatrième et dernier facteur a trait à la capacité d'une communauté de créer de manière autonome une société civile en bonne santé – domaine qui met en jeu les capacités d'un peuple à exercer l'art de l'association. Nous avons tendance a les réunir tous les quatre.

A. B.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

La Yadjouz !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com

Selon Ould Kablia, la France aurait laissé une vingtaine de biens immobiliers en Algérie. A mon avis, en termes de biens mobiles, très mobiles, actifs, très actifs, introduits, très introduits et fidèles, très fidèles à Fafa…

… ils dépassent la vingtaine !

Je lis ici et là que «le mouton coûte les yeux de la tête». Les yeux de la tête de celui qui l'achète, bien sûr. Je lis aussi les prix effarants que des consœurs et confrères ont eu à relever dans les «marchés» à moutons qui jalonnent nos routes et trottoirs. Des trottoirs et des routes jalonnés ailleurs, dans d'autres pays par des pots de fleurs, des arbres centenaires, des bornes de recharge pour voitures électriques, des bacs à vélos, des relais pour wifi gratuite et autres instruments de la vie pratique en modernité. Mais ce n'est pas le propos aujourd'hui. Mon truc, ma tête de Turc ce mardi, c'est le mouton ! Il est cher, très cher. Jusqu'à 60 000 dinars par endroits. Et une moyenne de 40 000 dinars pour une bestiole potable. Ou plus exactement, mangeable. Là, moi, je marque une pause, pouce levé vers le ciel, et je dis «pouce !». Après avoir dit pouce, je pose cette unique question : qui vous oblige à acheter un mouton plus cher qu'un frigo, plus cher qu'un micro-ordinateur, et plus cher qu'une année de consommation d'eau pour un ménage moyen ? Y aurait-il sans que je le sache constitution de milices armées par Ould Kablia, commandos dont l'unique mission est de venir vous sortir de force de chez vous et de vous obliger à vous rendre dans des marchés boueux et sales, à y faire patauger vos chaussures et à vous y ruiner par l'acquisition d'un mouton ? Oui ! La question est effectivement brutale. Ce sont les meilleures questions, celles qui ne prêtent pas à louvoiement : vous a-t-on mis un pistolet sur la tempe pour que vous achetiez une bête à cornes ? Quitte parfois à ce qu'il vous en pousse des cornes sous la chevelure !

Même si nous ne vivons pas encore sous régime démocratique, nous ne sommes pas non plus victimes d'un texte de loi qui oblige les citoyens à se mettre en banqueroute une fois par an en achetant un mouton quel qu'en soit le prix, n'est-ce pas ? Alors ? La religion ? Fadaises ! La religion prescrit-elle de voler, de s'endetter ou de pratiquer le «moun'kor» afin de pouvoir ramener «el kebch» à la maison ? Je ne crois pas ! Et si c'est celle-là notre religion, alors, je me déclare aujourd'hui apostat ! Mais la religion ne l'a jamais prescrit. La religion n'oblige pas à ce genre de dérives. Un mouton au même prix que six années d'abonnement Internet haut débit pour tous vos enfants et l'ensemble de la maisonnée, c'est tout simplement haram. Pas hallal. La Yadjouz ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.